Document généré le 14 juil. 2025 22:42

Continuité

CONTINUITÉ

L'usine
Support d'une révolution

Louise Trottier

Numéro 25, automne 1984

URI : https://id.erudit.org/iderudit/18507ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)
1923-2543 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Trottier, L. (1984). L'usine : support d'une révolution. *Continuité*, (25), 36–37.

Tous droits réservés © Éditions Continuité, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'USINE: SUPPORT D'UNE RÉVOLUTION

Pour nombre de Québécois, la Nouvelle-Angleterre évoque l'image d'un paysage maritime où il fait bon se détendre pendant la saison estivale. Pour d'autres, cette région est associée à un paysage industriel: celui de petites villes, telles Fall River, Lowell, Manchester, Providence, qui se sont créées au fil de l'implantation des usines de textile au siècle dernier, usines dans lesquelles leurs grands-parents sont venus fournir la plus grande partie de la main-d'oeuvre.

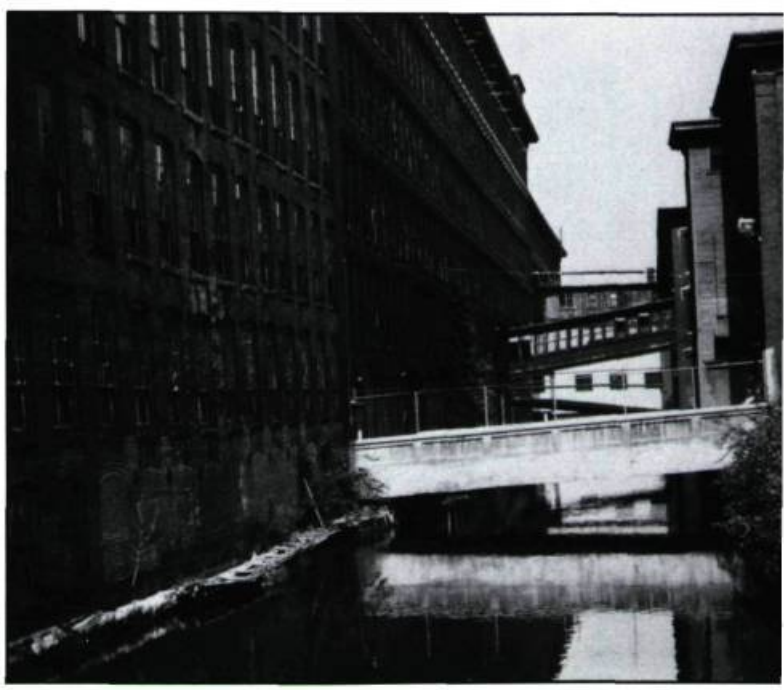
C'est ce dernier paysage qui a servi de toile de fond lors de la tenue, à Lowell et à Boston, au début du moins de juin dernier, du 5e colloque international de TICCIH (*The International Conference for the Conservation of the Industrial Heritage*). Créée en 1972 au *Ironbridge Gorge Museum* en Angleterre, cette association tient des sessions triennales dans le but de mettre en commun les préoccupations de divers spécialistes — archéologues, architectes, historiens, ingénieurs, muséologues — engagés dans des projets de conservation et de mise en valeur du patrimone industriel. Cette année, plus d'une centaine de délégués provenant de 25 pays se sont réunis pour la première fois en Amérique du Nord.

DES USINES FORTERESSES...

Le choix de la Nouvelle-Angleterre comme siège du congrès apparaît pleinement justifié, puisqu'on reconnaît en cette région le noyau de la révolution industrielle aux État-Unis. Effectivement, les excursions auxquelles ont participé les congressistes et qui les ont amenés à visiter les états du Maine, du Massachusetts, du Connecticut, du New-Hampshire et du Rhode-Island, leur ont apporté de nombreux témoignages sur les industries qui s'y sont développées tout au long du XIXe siècle.

Au centre d'interprétation du *Lowell Heritage State Park*, une présentation audio-visuelle et une exposition à base de maquettes et de montages graphiques nous transmettent quelques pages de l'histoire de cette communauté industrielle. Traités avec simplicité, les quatre thèmes exposés sont fort éloquents. Le *capital*: il a été apporté par des marchands qui, regroupés en compagnies, se sont chargés de l'édification des usines de textile, des unités d'habitation, des services pour leurs employés. Le *pouvoir*: celui des eaux de la rivière Merrimack, harnachée par des barrages et des écluses. La *main-d'oeuvre*: elle a été fournie d'abord par la population féminine d'origine rurale et, après 1850, par les nombreux immigrants dont les Canadiens français, surnommés les «Chinois de l'Est». La *technologie*: l'avènement des machines à vapeur, des équipements et des outillages imposants par leurs dimensions et leur complexité.

Cette thématique serait également valable pour les autres centres du textile. On peut penser par exemple à Lawrence et à Manchester, villes dont la croissance, au cours du XIXe siècle et au début du XXe siècle, est imputable à l'action des compagnies Essex et Amoskeag. Respectivement, ces villes offrent au regard d'immenses complexes manufacturiers en brique rouge s'étalant sur plusieurs kilomètres le long de voies d'eau agitées et prenant l'aspect de véritables forteresses médiévales.



L. Trottier

L. Trottier

Ci-haut la Hamilton Manufacturing Co. et ci-contre la Massachusetts Cotton Mills, toutes deux situées à Lowell, Massachusetts.

Abandonnées à la suite de la crise économique des années 1930, ces usines ont été intégrées, depuis 1970, à des projets de conservation et de mise en valeur impliquant autant le gouvernement que l'entreprise privée. Ces projets ont favorisé, entre autres, la création de cités-parcs (Lowell), la revitalisation d'une manufacture (Clinton) et d'un barrage hydro-électrique (Lawrence).

. . . ET DES DISCUSSIONS

Des ateliers ont permis aux participants de communiquer leur connaissances et expériences sur différents problèmes: le rôle des pouvoirs publics face au patrimoine industriel, l'architecture des ensembles usiniers, leur réutilisation et leur interprétation, les communautés industrielles, les travailleurs, leurs outils, la diffusion de la technologie. Les discussions ont touché particulièrement le choix des monuments industriels à protéger et le genre d'intervention souhaitable, les relations pouvant exister à cet égard entre les milieux

de l'industrie, des affaires et de la culture.

Plusieurs facteurs entrent en jeu pour déterminer la meilleure manière de représenter notre héritage industriel. Il ne faut surtout pas obscurcir, aux yeux des générations futures, la longue marche qui nous a dirigés vers la société post-industrialisée d'aujourd'hui. Et si la conservation et l'interprétation de cet héritage provoquaient une véritable révolution de la culture industrielle? ■ **Louise Trottier**

L'APPEL SÉCULAIRE DE LA BANLIEUE

Dans la foulée des articles consacrés au retour à la ville (voir *Continuité* n^{os} 22 et 23), ces quelques lignes proposent un éclairage socio-historique aux perceptions déjà exprimées.

On parle volontiers d'un retour en ville quand on songe au mouvement récent de déplacement vers des quartiers comme Montcalm et Limoilou à Québec. Pourtant, leur territoire a été annexé à la ville de Québec il y a moins d'un siècle et la majorité des résidences du quartier Montcalm n'existaient pas il y a cinquante ans.

L'historienne est toujours un peu surprise de lire des formules clichés sur la soi-disant intégration sociale des quartiers urbains du début du siècle. Un autre lieu commun identifie le phénomène de la «banlieusation» de l'après-guerre comme vecteur pathogène de la ségrégation sociale. Il ne s'agit pas ici d'occulter les motivations profondes des banlieusards prodigues d'aujourd'hui mais bien de démythifier certaines idées reçues sur l'idéalisation de la ville d'antan.

Nous montrerons d'abord que la ségrégation sociale en milieu urbain était déjà un fait accompli au début du siècle; ensuite, nous démontrerons que les raisons invoquées par une famille aisée de 1900, pour fuir son quartier, étaient sensiblement les mêmes que celles invoquées aujourd'hui par les citadins quittant la ville pour la banlieue.

LES BANLIEUES DE TRAMWAYS . . .

Deux exemples tirés du développement urbain de Québec suffiront. Les superficies des régions en question se trouvent de nos jours recouvertes par les quartiers de Limoilou et de Montcalm. Jusqu'à leur annexion de 1909 et en 1913, les villes de Limoilou et Montcalm constituaient deux entités territoriales situées en dehors du périmètre urbain proprement dit. Chacune de ces deux villes possédait ses propres institutions municipales et s'administrait indépendamment de la capitale. En d'autres termes, ces deux villes formaient les deux principales banlieues de Québec.

L'introduction, en 1897, des tramways électriques permet à la vieille cité de Champlain de nourrir d'ambitieux desseins impérialistes envers le territoire

Archives de la ville de Québec

«Durant les premières décennies du siècle, les promoteurs immobiliers de Limoilou et de Montcalm vendaient l'espace, l'air pur, l'éloignement de la pollution et des bruits de la ville».